

CONVENTION DE STAGE AU SEIN D'UNE STRUCTURE COMMERCIALE AGRÉÉE (SCA) PAR LA FFESSM

**Formation au brevet de
Moniteur fédéral 1er degré (MF1)
de plongée subaquatique**

Préambule

1) Le stage :

- Permet la mise en œuvre de connaissances théoriques dans un cadre réel de pratique ;
- Donne au stagiaire une expérience de terrain essentielle à l'exercice de ses futures prérogatives.

Ainsi, un stage a une finalité pédagogique, ce qui signifie qu'il ne peut y avoir de stage hors parcours pédagogique, attesté à la fois par la signature des présentes et par la délivrance préalable d'un livret pédagogique.

2) Les membres de la FFESSM sont, conformément à l'article 1er des statuts de la Fédération pris en application des articles L131-8 et suivants, R131-1 et Annexe I-5 du Code du Sport :

- les clubs associatifs affiliés (associations loi 1901, à but non lucratif) ;
- les structures commerciales agréées ci-après dénommées SCA (organismes à but lucratif).

3) Les formations au monitorat 1er degré (MF1) sont placées sous le contrôle des comités régionaux ou inter-régionaux (organismes déconcentrés de la FFESSM), via leur commission technique régionale (CTR).

4) Dans le cadre d'une formation au monitorat fédéral 1er degré (MF1), les stages suivants sont prévus :

- un stage initial ;
- un stage en situation ;
- un stage final et examen.

5) Le stage en situation est obligatoire et nul ne peut présenter l'examen final sans avoir préalablement validé ce stage. Ce stage comprend de nombreuses séances, en particulier en milieu naturel et/ou artificiel à des profondeurs de 0 à 40 m pour des niveaux de plongeur très variés (débutant à niveau 4).

A toutes fins utiles il est rappelé que ce stage est défini comme suit par le manuel technique de formation de la Fédération : «

- 12 séances de pédagogie de la pratique sans scaphandre (UC4).
- 43 séances de pédagogie de la pratique avec scaphandre qui peuvent se dérouler entièrement en milieu naturel ou réparties entre milieu naturel et milieu artificiel, avec au minimum 21 séances en milieu naturel (UC5).
- 17 séances de pédagogie de la théorie (UC6 et UC7).
- Participation à un examen complet de Guide de palanquée (recommandé par la CTN mais non obligatoire) (UC7a).
- 12 participations à l'organisation et à la sécurité (UC7b).

Ces séquences de formation doivent permettre au stagiaire d'être mis en situation d'enseignement pour des plongeurs du niveau débutant au guide de palanquée dans les espaces 0 – 6 m, 0 – 12 m, 0 – 20 m et 0 – 40 m. (lors des séances se déroulant au-delà de 20 m. le formateur de 2ème degré est sous l'eau avec le stagiaire).

Pour les quatre UC de pédagogie, il est recommandé de faire travailler le stagiaire MF1 en présence de véritables élèves.

Les volumes horaires de ces séances sont définis dans le livret pédagogique.

Les stages en situation sont contrôlés et validés, sur le livret pédagogique, par les MF2 ou BEES2 licenciés à la FFESSM.

Un moniteur MF2 ou BEES2 licenciés peut être le conseiller pédagogique d'un maximum de quatre stagiaires simultanément (dont deux stagiaires BEES1 au maximum).

Celui-ci peut être assisté de moniteurs MF1 ou BEES1 licenciés. Les CTR sont habilitées à exercer un contrôle. Une unité pédagogique est un ensemble de quatre séances pédagogiques minimum, signées par le même formateur dans une ou plusieurs UC (4, 5, 6, 7). Ce même formateur est présent sur le site d'encadrement. Le respect de l'ordre chronologique des UC n'est pas obligatoire.»

6) Les clubs associatifs d'appartenance des stagiaires pédagogiques ne peuvent pas tous offrir la gamme des séances exigées par ce stage en situation. En conséquence, afin de respecter les conditions de validité du stage en situation, celui-ci peut être réalisé en tout ou partie non seulement au sein d'un club associatif affilié, mais également au sein d'une SCA, membre à part entière de la Fédération. Dans ce dernier cas, la structure d'accueil du stagiaire étant une structure commerciale le Comité Inter-régional Pyrénées-Méditerranée préconise que le stage soit encadré par une convention de stage, objet des présentes.

7) Le stage ne constitue pas un emploi et la convention ci-après ne constitue pas un contrat de travail. A ce titre, le stagiaire ne percevra aucune forme de rémunération, ni-même gratification, et aucun lien de subordination n'existe entre le stagiaire et la SCA.

En outre il est expressément rappelé qu'aucune convention de stage ne peut être conclue :

- pour remplacer un salarié en cas d'absence ou de suspension de son contrat de travail ou de licenciement ;
- pour exécuter une tâche régulière correspondant à un poste de travail permanent au sein de l'entreprise ;
- pour faire face à un accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise ou pour occuper un emploi saisonnier.

8) Bien que la présente convention soit située hors du champ d'application des lois n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie et n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ainsi que des décrets n°2006-1093 du 29 août 2006 sur le contenu des conventions de stage (modifié par le décret n°2008-96 du 31 janvier 2008) et n°2010-956 du 25 août 2010 définissant la notion de cursus pédagogique, les rédacteurs de cette convention se sont volontairement et librement inspirés de ces textes.

9) Il est conseillé de valoriser la formation acquise dans le cadre de la présente convention en la mentionnant dans son « Carnet de vie du bénévole » accessible sur le site internet du Comité Nationale Olympique et Sportif Français (CNOSF) : <http://www.franceolympique.com>

AVERTISSEMENT

Les personnes qui sollicitent le bénéfice d'une convention de stage doivent être obligatoirement inscrites et participer réellement à un cycle de formation autorisant la réalisation d'un stage en entreprise.

La convention de stage peut être remise en cause par l'inspection du travail lors d'un contrôle au sein de l'entreprise ou à la demande du stagiaire. Le juge peut alors procéder à une requalification en contrat de travail si les conditions de stage ne sont pas remplies.

Les ressortissants étrangers n'appartenant pas à l'Union Européenne et à l'Espace Économique Européen ne sont pas autorisés à se maintenir sur le territoire français à l'issue de leur stage dès lors qu'ils ne poursuivent pas leurs études ou leur formation en France.

ARTICLE 1 - SIGNATAIRES :

La présente convention est tripartite entre :

1- LE COMITE INTERREGIONAL Pyrénées Méditerranée, organisme déconcentré de la FFESSM, Association loi 1901, dont le siège est sis Maison des Sports, 190, rue Isatis - BP 81908, 31319 Labège Cedex, pris en la personne de son représentant légal, Monsieur Pierre DUNAC, Président, et par délégation de ce dernier pour la signature de la présente convention, par le Président de la Commission Technique inter-régionale, Monsieur Bernard FABIANI.

2- LA SCA D'ACCUEIL ci-après identifiée :

Entreprise :

Représentée par :

En qualité de :

Agréée par la FFESSM sous le numéro :

N° SIREN :

Code activité (APE, NAF) :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Télécopie :

Courriel :

3- LE STAGIAIRE ci-après :

Nom :

Prénom :

Licence FFESSM en cours de validité n° :

Date et lieu de naissance :

Nationalité :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Courriel :

Date et lieu du stage initial MF1 :

Date de délivrance du livret pédagogique (valable 3 ans) :

ARTICLE 2 - FORMATION SUIVIE :

Ce stage en situation s'inscrit dans le cadre d'une formation au monitorat fédéral 1er degré de la FFESSM. Les prérogatives associées à ce brevet sont définies par les dispositions des articles A322-71 à A322-101 du Code du Sport. Elles sont complétées par le Manuel de Formation Technique FFESSM (Commission technique nationale – ctn.ffessm.fr) et par le livret pédagogique MF1.

ARTICLE 3 - PROGRAMME DU STAGE :

Ce stage en situation fait suite à un stage initial à l'issue duquel le stagiaire s'est vu remettre un livret pédagogique, sans lequel le stagiaire ne peut pas être accepté.

Le stage a pour but d'assurer l'application pratique des connaissances théoriques du stagiaire. La SCA, structure d'accueil du stagiaire, doit confier à ce dernier, en accord avec le comité régional FFESSM, des tâches et responsabilités en rapport direct avec les qualifications et compétences auxquelles conduit le brevet de moniteur fédéral 1er degré de la FFESSM (MF1), telles que décrites dans le livret pédagogique et rappelées en préambule de la présente convention (§5)

Le stagiaire effectuant son stage dans le cadre d'une formation FFESSM, la SCA s'engage à ne confier au stagiaire que des tâches entrant dans le cadre des formations FFESSM.

Le Comité régional pourra vérifier ce point par tout moyen à sa convenance et, en particulier, au moyen du décompte des licences et brevets délivrés par l'entreprise d'accueil durant la période d'accueil de stagiaires pédagogiques FFESSM. Tout manquement à cette obligation peut entraîner, à l'initiative du Comité, la résiliation de la présente convention de stage, et le refus de convention future du même type.

Responsable E4 du suivi de stage dans la SCA :

Nom:

Prénom :

Brevet de moniteur :

Licence FFESSM en cours de validité (obligatoire) :

Responsable du suivi de stage dans le comité FFESSM :

Monsieur Bernard FABIANI, Président de la Commission Technique Inter-régionale, ou son délégué ci-après :

Nom :

Prénom :

Brevet de moniteur :

Licence FFESSM en cours de validité (obligatoire) :

ARTICLE 4 - CONDITIONS DU STAGE :

Il est rappelé que la durée du stage ne peut pas supérieure à deux mois consécutifs. De la même manière la durée cumulée des périodes de stage ne peut pas être supérieure à deux mois dans l'année.

a) Les parties conviennent que le stage s'effectuera durant la ou les période(s) suivantes :

Durée du stage : du	<input type="text"/>	au	<input type="text"/>
Durée du stage : du	<input type="text"/>	au	<input type="text"/>
Durée du stage : du	<input type="text"/>	au	<input type="text"/>
Durée du stage : du	<input type="text"/>	au	<input type="text"/>
Durée du stage : du	<input type="text"/>	au	<input type="text"/>
Durée du stage : du	<input type="text"/>	au	<input type="text"/>
Durée du stage : du	<input type="text"/>	au	<input type="text"/>
Durée du stage : du	<input type="text"/>	au	<input type="text"/>

Lieu(x) où s'effectue le stage :	<input type="text"/>
Lieu(x) où s'effectue le stage :	<input type="text"/>
Lieu(x) où s'effectue le stage :	<input type="text"/>
Lieu(x) où s'effectue le stage :	<input type="text"/>
Lieu(x) où s'effectue le stage :	<input type="text"/>

(en cas de lieux multiples, préciser chacun d'eux)

c) Horaires de présence du stagiaire : Matin	de	<input type="text"/>	H à	<input type="text"/>	H	
	Après-midi	de	<input type="text"/>	H à	<input type="text"/>	H

(Les horaires ne peuvent en aucun cas excéder 35 heures par semaine).

d) Durant son stage, le stagiaire conserve son statut (élève en formation). Il reste sous l'autorité et la responsabilité du comité régional FFESSM et par délégation de sa commission technique.

e) Les actions d'enseignement du stagiaire sont effectuées sous la responsabilité de la SCA d'accueil. Celle-ci doit s'assurer, en particulier, que les tâches confiées au stagiaire sont contrôlées de sorte que le stagiaire ne soit jamais en situation de mettre en péril autrui ou lui-même.

f) Le stagiaire n'est pas pris en compte pour l'appréciation de l'effectif de l'entreprise.

g) Du fait de son statut, le stagiaire ne peut prétendre recevoir aucune rémunération, ni gratification de la SCA.

ARTICLE 5 - REGLEMENTATION ET SECURITE :

La SCA d'accueil et le stagiaire s'engagent à respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur et, en particulier :

- Les dispositions du Code du Sport relatifs à la pratique et à l'enseignement de la plongée subaquatique de loisir.
- Les règlements de la FFESSM, du comité inter-régional et de sa commission technique.
- Les règlements locaux spécifiques (Affaires maritimes, réserves naturelles, ...).
- La réglementation liée aux stations de gonflage et aux appareils sous pression.
- Les règlements de l'entreprise.

Il est enfin rappelé ici que le stagiaire est tenu de pouvoir présenter, à tout moment, un certificat médical de non contre-indication à la pratique et à l'enseignement de la plongée, datant de moins d'un an, délivré par un médecin FFESSM ou un médecin spécialisé en plongée ou un médecin titulaire du C.E.S de médecine du sport (capacité ou D.U.).

ARTICLE 6 - ABSENCE DU STAGIAIRE :

Le stagiaire est autorisé à s'absenter ; Il s'oblige néanmoins à prévenir avant toute absence la commission technique régionale du Comité, son tuteur de stage et la SCA d'accueil.

ARTICLE 7 - COUVERTURE SOCIALE :

Le stagiaire doit être couvert contre les risques, maladie, maternité, invalidité et accidents du travail.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITE CIVILE :

Le stagiaire est obligatoirement en possession d'une licence FFESSM en cours de validité et, à ce titre, il bénéficie d'une assurance responsabilité civile couvrant les dommages causés à autrui. Il déclare par ailleurs avoir souscrit auprès d'un organisme d'assurance de son choix une assurance complémentaire individuelle accident.

La SCA d'accueil a l'obligation d'être assurée au titre de sa responsabilité civile professionnelle ; par la présente le dirigeant de la SCA déclare avoir souscrit, auprès d'un organisme d'assurance de son choix, une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant son entreprise, ses préposés et les pratiquants, et qu'il est à jour du paiement des primes afférentes à la dite assurance.

ARTICLE 9 – FRAIS :

Les frais de nourriture et d'hébergement restent à la charge du stagiaire.

Les frais de formation du stagiaire sont à la charge de la SCA.

ARTICLE 10 - EVALUATION DU STAGE :

Chaque séance pédagogique doit être validée, par le E4 licencié, au fur et à mesure sur le livret pédagogique qui doit pouvoir être montré à tout moment sur le lieu du stage.

En fin de stage, la SCA délivre au stagiaire une attestation de stage.

Le président du Comité FFESSM ou par délégation la CTR peut demander à la direction de la SCA son appréciation sur les compétences du stagiaire.

ARTICLE 11 - SUSPENSION ET DE RESILIATION DU STAGE :

La présente convention de stage peut être suspendue ou résiliée :

- A l'initiative du stagiaire ou du comité FFESSM, en cas manquement grave de la SCA à l'une quelconque des obligations lui incombant en vertu de la présente convention ou en cas de fin de validité de l'agrément FFESSM dont la SCA est bénéficiaire ou de non renouvellement dudit agrément.
- A l'initiative de la SCA d'accueil ou du comité FFESSM, en cas manquement grave du stagiaire à l'une quelconque des obligations lui incombant en vertu de la présente convention

Dans tous les cas, les parties s'engagent à se rapprocher et à rechercher une solution amiable avant toute suspension ou résiliation. A défaut d'accord, la partie qui prend l'initiative de la suspension ou de la résiliation doit prévenir, par écrit (lettre recommandée AR ou remise en main propre contre décharge, télécopie ou mail), les deux autres cocontractants au plus tard 24 H avant la prise d'effet de ladite suspension ou résiliation.

ARTICLE 12 - REGLEMENT INTERIEUR :

Durant son stage, le stagiaire est soumis au règlement intérieur de la SCA, notamment en ce qui concerne la discipline, les conditions d'hygiène et de sécurité et les horaires de la structure.

Fait à : , le

En trois exemplaires,
dont une pour chacune des parties.

La SCA d'accueil¹

Le Stagiaire²

Le Comité Inter-régional
Pyrénées-Méditerranée

¹ Cachet de la SCA, et signature du dirigeant précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé ».

² signature du stagiaire, précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé ».